



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2206

Texte de la question

SOMMET SOCIAL SUR L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Dominique Dord, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Dominique Dord. Monsieur le secrétaire d'État chargé de l'emploi, à l'issue du sommet social qui s'est tenu hier à l'Élysée, on nous dit que les mesures que vous avez présentées ne comporteraient aucun dispositif pour le pouvoir d'achat des Français les plus modestes.

M. Patrick Roy. Hélas !

M. Dominique Dord. Pour notre part, nous avons le sentiment inverse : c'est dire si l'Assemblée nationale a besoin de vos explications. Plusieurs exemples illustrent ce décalage de perception.

Premier exemple : quand, ce week-end, le Président de la République et le gouvernement français prennent la tête d'une lutte remarquable, historique, pour protéger notre monnaie, l'euro, vaut-il mieux, pour le pouvoir d'achat des Français, une monnaie forte ou une monnaie de singe ?

Deuxième exemple : quand, depuis des mois, le Gouvernement dit qu'il va s'atteler à réduire les déficits publics, vaut-il mieux, pour le pouvoir d'achat des Français, un gouvernement essayant de maîtriser les déficits publics, ou un gouvernement à la grecque qui les laisse filer, ce qui a pour conséquence l'amputation du pouvoir d'achat des retraités, des fonctionnaires et des consommateurs ?

Troisième exemple : cette semaine même, François Fillon a débloqué les 7 premiers milliards d'euros pour le plan de relance et d'investissement sur l'innovation. Vaut-il mieux, pour le pouvoir d'achat des Français, un gouvernement investissant sur les emplois d'avenir ou un gouvernement qui pleure sur les emplois du passé qui se délocalisent ?

Quatrième exemple : dans le débat sur la réforme des retraites, on nous dit depuis des mois vouloir sauver le système des retraites sans augmenter les prélèvements. Vaut-il mieux, pour le pouvoir d'achat des Français, travailler un peu plus ou augmenter les prélèvements ?

J'aimerais, monsieur le secrétaire d'État, connaître votre point de vue sur chacune de ces questions qui sont autant de décalages. Vous aurez compris que le groupe UMP préfère l'action aux commentaires.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Monsieur le député, vous avez rappelé l'importance du sommet social auquel ont participé hier plusieurs membres du Gouvernement, notamment Christine Lagarde, Éric Woerth, François Baroin et Christian Estrosi. Ce sommet social a été l'occasion pour le Président de la République et le Gouvernement de montrer leur volonté de garder constamment, durant la crise, le fil du dialogue avec les partenaires sociaux - des partenaires qui, il faut le souligner, se sont montrés très responsables.

Par ailleurs, ce sommet social a permis de souligner les résultats de la France en termes d'emploi durant la crise, notamment par rapport aux autres pays. Le taux de chômage de notre pays a augmenté de 20 %, ce qui est beaucoup trop ; mais il ne faut pas perdre de vue que dans le même temps, les États-Unis, l'Espagne, le Danemark, ont vu leur taux de chômage exploser, avec des augmentations de 120 % à 150 %.

M. Henri Emmanuelli. Le chômage recule aux États-Unis !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. La meilleure défense du pouvoir d'achat et de la consommation, c'est

l'emploi ; la meilleure manière de protéger nos compatriotes dans la crise, c'est de protéger leur emploi. C'est toute notre politique de l'emploi qui est sortie renforcée du sommet social, et la plupart de ses outils se sont trouvés confortés.

Ainsi, le contrat de transition professionnelle, s'adressant à ceux qui ont perdu leur emploi, va faire l'objet d'une expérimentation visant à l'étendre sur des fins de CDD ou des fins d'intérim. Par ailleurs, le programme " Former plutôt que licencier ", qui a permis de sauver 400 000 emplois, va être renforcé, notamment en termes de formation. Enfin, Christine Lagarde et moi-même croyons tout particulièrement en l'apprentissage, car c'est le dispositif qui permet le mieux de former nos jeunes en direction de l'emploi.

Une vraie sortie de crise, vous l'avez rappelé, monsieur le député, c'est une sortie de crise durable, ce qui implique de redresser la situation de l'emploi tout en faisant en sorte que les finances publiques soient en ordre de bataille : telle était la ligne fixée hier lors du sommet social. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Dominique Dord](#)

Circonscription : Savoie (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2206

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mai 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 mai 2010